



ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Prestations d'Assistance à la conception et à la mise en œuvre opérationnelle du projet de transformation du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur en autorité publique indépendante.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Numéro de consultation : 2020-AOO-SG-02

Procédure de passation : accord-cadre à bons de commande passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert établi conformément aux dispositions des articles R.2161-2 à R.2161-5 du code de la Commande Publique

SOMMAIRE

Article 1 - dispositions générales - Objet du marché	5
1.01 Désignation des parties contractantes et représentants	5
1.02 Forme de communications	5
1.03 Imputation budgétaire	5
1.04 Procédure de passation	5
1.05 Définition de l'objet du marché	5
1.06 Nature et forme du marché	5
1.07 Allotissement	6
1.08 Montant du marché	6
1.09 Durée d'exécution du marché	6
1.10 Délai d'exécution des prestations	6
Article 2 - Pièces constitutives du marché	6
2.01 Pièces particulières	6
2.02 Pièces générales	7
Article 3 - contexte d'EXÉCUTION du marché	7
3.01 I – CONTEXTE ET ENJEUX DE LA TRANSFORMATION DU STATUT D'AAI EN API	7
3.02 Présentation du Hcéres	8
3.03 Organisation générale	9
3.04 Contexte d'exécution	9
Article 4 - Description générale du besoin	10
4.01 Objet des prestations	10
4.02 PRESTATIONS ATTENDUES	10
Article 5 - Modalités pratiques de réalisation des prestations	11
5.01 MISSION 1 – ETUDE STRATEGIQUE ET POLITIQUE DU CHANGEMENT	11
5.02 MISSION 2 – CONCEPTION ET MISE EN ŒUVRE DES TRANSFORMATIONS	13
5.03 MISSION 3 :MISE EN ŒUVRE DE LA TRANSFORMATION	16
Article 6 - Modalités de vérification et d'admission des prestations et certification du service fait	17
6.01 Réception/Admission	17
6.02 Ajournement et Réfaction	17
Article 7 - Modalités d'exécution des prestations	18
7.01 Émission des bons de commandes	18
7.02 Modifications des demandes	18
7.03 Annulation d'une commande	18
Article 8 - Conditions de prix – Révision	18
8.01 Monnaie de règlement	18
8.02 Forme et contenu des prix	19
8.03 Mode d'établissement des prix du marché	19
8.04 Révision du prix	19
Article 9 - Modalités de règlement	19

9.01	Remise des décomptes, factures	19
9.02	Factures dématérialisées	19
Article 10 - Paiements		20
10.01	Délais de paiement	20
10.02	Intérêts moratoires	20
10.03	Nantissement	21
10.04	Avance	21
10.05	Acompte	22
10.06	Règlement au profit d'un sous-traitant	22
Article 11 - Vérifications et constatation de l'exécution des prestations		22
11.01	Contrôle et vérification par le Hcéres	22
11.02	Évaluation, synthèse et mise au point	22
Article 12 - Pénalités et réfections		22
12.01	Pénalités –Généralités	22
12.02	Pénalités pour travail dissimulé	23
12.03	Pénalités de retards	23
12.04	Pénalités pour manquement ou mauvaise exécution des prestations	23
12.05	Pénalité en cas de modification de l'équipe dédiée n'ayant pas reçue l'acceptation du pouvoir adjudicateur	23
Article 13 - Obligations des parties		24
13.01	Obligations générales des parties	24
13.02	Obligations du Hcéres	24
13.03	Obligations et Responsabilité du titulaire	24
13.04	Echange et relecture des livrables	24
13.05	Mesures de sécurité	24
13.06	Non renonciation	25
Article 14 - Dispositions en fin DE MARCHE		25
Article 15 - CLAUSE DE REEXAMEN		25
Article 16 - REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES		25
Article 17 - Propriété intellectuelle		25
17.01	Cession des droits	25
17.02	Nature des droits cédés	26
17.03	Etendue et durée de la cession des droits	26
17.04	Garantie	27
17.05	Cession des droits acquis au profit de tiers	27
17.06	Connaissances antérieures	27
Article 18 - Confidentialité		27
Article 19 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail		28
19.01	Travailleurs étrangers	28
19.02	Comportement du personnel	28
19.03	Mesures d'éviction ou de remplacement du personnel	28
19.04	Grèves et arrêts de travail	28

19.05	Moyens et documents fournis au personnel	28
19.06	Formation du personnel	29
Article 20 - Justificatifs fiscaux et sociaux		29
Article 21 - Sous-traitance		29
Article 22 - Assurances		29
Article 23 - Résiliation du marché		30
23.01	Résiliation du marché	30
23.02	Résiliation pour un motif d'intérêt général	30
23.03	Résiliation pour faute du titulaire.	30
23.04	Résiliation encourue en cas de non-respect par le titulaire de ses obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé	30
23.05	24.6 - Décompte de résiliation	31
23.06	24.7 - Effet de la résiliation	31
Article 24 - LITIGES		31
24.01	25.1 - Règlement à l'amiable	31
24.02	25.2 - Tribunal compétent	31
Article 25 - DEROGATIONS au ccag-PI		31

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES - OBJET DU MARCHÉ

1.01 Désignation des parties contractantes et représentants

Représentants du Hcéres

Le pouvoir adjudicateur est dénommé dans le présent cahier des clauses particulières (CCP) « le Hcéres » :

- personne publique adjudicatrice : le Président du Hcéres,
- personne responsable du marché : la Secrétaire générale du Hcéres,
- personne responsable technique du suivi et de l'exécution du marché : la Secrétaire générale du Hcéres, ,
- comptable assignataire des paiements : CBCM 110 rue de Grenelle 75007 PARIS.

Représentant du titulaire du marché

La société retenue à la suite de la procédure de mise en concurrence décrite dans le présent document est dénommée ci-après « le titulaire ».

Le titulaire désigne dans son offre un interlocuteur unique pendant toute la durée du marché et qui est habilité à effectuer l'analyse des besoins (avec le correspondant du Hcéres), à contrôler la qualité des matériels installés et à assurer son évolution vers un optimum, animer les réunions avec le Hcéres et à prendre des décisions pour assurer le bon déroulement des prestations.

Le titulaire du marché indique au Hcéres le nom, les coordonnées professionnelles (téléphone fixe et portable, adresse mail) et les références de cet interlocuteur unique.

1.02 Forme de communications

À titre de convention pour preuve (loi du 13 mars 2000 portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relative à la signature électronique), le Hcéres et le titulaire conviennent que tous les échanges liés au suivi et à la gestion des prestations, réalisés par courrier électronique par les représentants des deux parties dans le cadre de l'exécution des prestations confiées au titulaire de marché, reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

Ces échanges dématérialisés n'ont pas à être signés au sens des dispositions de l'article 1316-4 du code civil.

1.03 Imputation budgétaire

L'imputation budgétaire du présent marché est la suivante : Programme 150 - action 15 - Bop HCÉRES

1.04 Procédure de passation

Le présent marché est un appel d'offres ouvert passé en application des dispositions des article R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

1.05 Définition de l'objet du marché

L'objet du présent marché est la réalisation d'une étude d'impact et d'accompagnement au changement de statut d'AAI en API.

1.06 Nature et forme du marché

Le présent accord-cadre de prestations intellectuelles est mono-attributaire, à bons de commande, conformément aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la Commande Publique.

L'accord cadre s'exécutera par bons de commandes pour les différentes missions Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire du marché. Ils précisent parmi les prestations décrites dans le contrat, celles dont l'exécution est demandée la nature, le délai et le montant du bon de commande sont précisés par le marché et son annexe financière ;

1.07 Allotissement

Par dérogation à l'article L.2113-10 du code de la commande publique, le marché ne fera pas l'objet d'un allotissement. L'objet du marché ne faisant pas l'objet de prestations distinctes pouvant être confiées à plusieurs opérateurs économiques.

1.08 Montant du marché

Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum ni montant maximum.

Son montant global est estimé à 250 000 € HT. Cette estimation est non contractuelle.

1.09 Durée d'exécution du marché

Le présent marché est conclu pour une durée prévisionnelle de 6 mois à compter de sa date de notification. Il n'est pas reconductible

1.10 Délai d'exécution des prestations

Le délai d'exécution des prestations sera fixé dans chaque bon de commande par le titulaire.

Délai exécution Mission 1 – Etude stratégique et politique du changement : 4 à 8 semaines maximum

Délai exécution Mission 2 – Conception et mise en œuvre des transformations : 1 mois

Délai exécution Mission 3. Mise en œuvre de la transformation : 2 mois

Le titulaire est tenu d'informer par tout moyen le pouvoir adjudicateur de toute circonstance qui mettrait en cause le délai d'exécution. Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG / PI, il dispose d'un délai de 48 heures à compter de la date à laquelle ces circonstances sont apparues pour en informer le pouvoir adjudicateur et solliciter une prolongation de délai. Ces circonstances sont alors examinées par le pouvoir adjudicateur, qui peut accorder une prolongation de délai.

L'émission des bons de commande ne peut pas excéder la durée du marché.

Néanmoins, conformément à l'article R.2162-5 à 6 du code de la Commande Publique, l'exécution des bons de commande émis avant le terme du marché pourra se prolonger au-delà de la limite de validité de l'accord-cadre dès lors que la durée de validité du dernier bon de commande ne pourra pas être supérieure à 6 mois à compter de la date d'échéance du marché et dès lors que l'exécution de ces bons de commande n'a pas pour effet de méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

2.01 Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement et ses annexes (bordereau des prix et récapitulatif des délais) ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives du Hcéres fera foi ;
- les bons de commande émis au titre du présent marché ;
- le mémoire technique remis dans l'offre du titulaire ;
- les actes spécieux de sous-traitance et leur avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

2.02 Pièces générales

Par ailleurs, le titulaire doit respecter l'ensemble des textes législatifs et réglementaires applicables à la totalité des missions contractuelles sous toutes ses formes, notamment :

1. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG / PI) défini par arrêté du 16 septembre 2009. L'option du chapitre IV applicable pour l'utilisation des résultats des prestations est l'option B.

Les pièces contractuelles émises par le Hcéres prévalent sur les conditions générales de ventes du titulaire.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces contractuelles, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de clauses particulières décrites dans son offre si elles sont en contradiction avec des clauses insérées dans l'accord cadre.

En cas de contradictions entre une et/ou plusieurs dispositions figurant dans un document de même rang, le document le plus récent prévaudra si celui-ci a été validé par les parties contractantes.

Le fait qu'une disposition figurant dans un document de rang inférieur ne soit pas expressément mentionné dans le document de rang supérieur ne fera pas perdre à ladite disposition sa valeur juridique.

En cas de contradiction entre la numérotation, le titre et le contenu de l'article, le contenu prévaudra.

Est réputée non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses du CCP ou du CCAG/PI.

En cas de contradiction entre une et/ou plusieurs dispositions figurant dans l'un de ces documents, le document de rang supérieur prévaudra. Le fait qu'une disposition figurant dans un document de rang inférieur ne soit pas expressément mentionnée dans le document de rang supérieur ne fera pas perdre à ladite disposition sa valeur juridique.

Le CCAG/P, bien que non joint, est réputé connu du titulaire du marché.

Les exemplaires originaux des pièces listées ci-dessus conservés dans les archives du Hcéres font seul foi. Le titulaire en reçoit une copie électronique à la date de notification du marché conformément aux dispositions de l'article 4.2.1 du CCAG/PI.

Les conditions générales de vente figurant, le cas échéant, sur les documents du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

ARTICLE 3 - CONTEXTE D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

3.01 I – CONTEXTE ET ENJEUX DE LA TRANSFORMATION DU STATUT D'AAI EN API

La question du changement de statut du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur, autorité administrative indépendante (AAI) en une autorité publique indépendante (API), dotée de la personnalité morale, se pose depuis sa création. Au vu de l'évolution du paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche et de l'innovation, mais également de l'ensemble des missions dévolues au Hcéres, il est devenu un enjeu majeur pour le positionnement du Hcéres en tant qu'instance indépendante en France et à l'étranger.

La demande de la dotation de la personnalité morale s'explique notamment pour les deux raisons principales suivantes :

Le statut actuel est source de difficultés de fonctionnement, notamment en matière de ressources humaines et financières, dont la gestion est partagée avec les services centraux du ministère de rattachement.

L'incapacité pour l'établissement de prendre des engagements en son nom propre est un lourd handicap pour accomplir sa mission internationale. Le Hcéres aurait vocation à piloter des projets européens d'envergure, visant à promouvoir le système français à l'étranger. Son expertise et son expérience reconnues pourraient en faire un acteur de premier plan sur la scène internationale, renforçant ainsi la présence et la visibilité des acteurs français, encore trop rares, à l'étranger.

Ces arguments ont convaincu la ministre Frédérique Vidal qui y est favorable. Il convient aujourd'hui de préparer la mise en œuvre opérationnelle de cette décision.

Le statut d'une Autorité administrative indépendante (AAI) ne pouvant être transformé que par une loi, un véhicule législatif a été identifié. Il s'agit de la loi de programmation pour la recherche (LPR), annoncée par le Premier ministre le 1er février 2019, dont le projet a été déposé au Parlement courant 2020. Le calendrier prévisible d'adoption de la loi est fixé à fin novembre et avec une effectivité du changement de statut au 1^{er} janvier 2022. Ce calendrier est ambitieux mais suffisamment long pour appréhender toutes les opérations préparatoires au changement de statut dans des conditions satisfaisantes et les sécuriser.

L'objet de la mission est d'accompagner le Hcéres dans son projet de transformation de statut afin qu'en janvier 2022 son fonctionnement soit celui d'une autorité publique indépendante.

3.02 Présentation du Hcéres

Le Hcéres, créé par la loi du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche, a remplacé l'Agence d'évaluation de l'enseignement supérieur et de la recherche (AERES) depuis le 17 novembre 2014. Les membres de son collège et son président ont été nommés le 30 octobre 2015 pour un mandat de 4 ans.

Autorité administrative indépendante, le Hcéres s'est vu confier 5 missions :

- évaluer l'ensemble des structures d'enseignement supérieur et de recherche en France ;
- valider les procédures d'évaluation proposées par d'autres instances ;
- évaluer, à leur demande, les établissements d'enseignement supérieur étrangers ;
- produire des analyses et indicateurs à l'échelle nationale et internationale en s'appuyant sur les travaux de l'Observatoire des Sciences et Techniques (OST), département du Hcéres ;
- contribuer à la définition d'une politique nationale de l'intégrité, observer les pratiques et accompagner les acteurs dans la mise en œuvre de leurs obligations, en s'appuyant sur l'Ofis, département du Hcéres.

Inscrivant son action dans le processus de Bologne, le Hcéres participe à la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur et fonde son action sur les meilleures pratiques internationales et européennes en matière d'assurance qualité. À ce titre, il est membre de l'association européenne des agences d'assurance qualité pour l'enseignement supérieur, Enqa, et est inscrit au registre européen, Eqar.

Le Hcéres travaille en coopération avec les acteurs français du domaine : Cti, CEFDG, CCN-IUT.

Dans sa mission de service public, le Hcéres conçoit ses évaluations et ses analyses, formulées par des experts, comme des outils de développement des entités évaluées. Son objectif est d'accompagner, de conseiller et de soutenir la démarche d'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche en France.

Quatre valeurs essentielles guident l'action du Hcéres : l'indépendance et l'absence de conflits d'intérêts, la transparence et l'équité. Le Hcéres rend publics sa méthodologie, ses procédures, la composition des comités d'évaluation, les rapports d'évaluation et analyses. Il assure à chaque entité évaluée un traitement identique dans la procédure, quel que soit l'établissement ou le territoire concerné.

Le Haut Conseil réalise l'ensemble des évaluations dont il a la charge en 5 vagues successives (Vague A, B, C, D et E), au rythme fixé par la politique contractuelle de l'État qui a réparti les établissements concernés en 5 zones géographiques.

3.03 Organisation générale

Le Hcéres est administré par un collège composé à parité de 30 membres, dont le président. Le collège arrête le programme annuel d'évaluation et définit les mesures propres à garantir la qualité, la transparence et la publicité des procédures mises en œuvre par le Haut Conseil. À ses côtés, siègent le Conseil d'orientation scientifique de l'OST et le Conseil de l'intégrité scientifique.

L'organisation du Hcéres repose sur 8 départements, dont 4 départements d'évaluation (coordinations territoriales/établissements/recherche/formations), un département Europe et international, un département du système d'information, ainsi que le département OST (Observatoire des Sciences et Techniques) et l'Ofis (Office français de l'intégrité scientifique), administrés par un secrétariat général. Ce dernier est composé des services et délégations supports : budget-finance, ressources humaines, logistique, communication, qualité et formation et affaires juridiques.

En outre, le Hcéres s'appuie sur 225 personnels, dont une centaine de conseiller(ère)s scientifiques (chercheurs ou enseignants-chercheurs). Travaillant à temps partiel, ces derniers sont en charge de l'organisation scientifique des évaluations. Sous l'autorité du directeur de leur département, ils participent à la constitution des comités d'experts chargés de l'évaluation et suivent le déroulement de celles-ci. L'évaluation est principalement conduite par des pairs (chercheurs et enseignants-chercheurs) et par des experts d'autres horizons (étudiants, professionnels issus du secteur privé ou public, etc.). La composition des comités d'experts varie en fonction de la nature spécifique de l'entité évaluée. Chaque année, le Hcéres fait appel en moyenne à 3 500 experts français et étrangers pour conduire les évaluations.

3.04 Contexte d'exécution

1. UNE AIDE AU CHANGEMENT QUE LE HCÉRES DOIT ANTICIPER

L'arbitrage politique désormais acquis sur le principe d'un changement, votre mission consistera à préparer cette transition afin que le Hcéres puisse anticiper les conséquences juridiques et économiques d'un tel changement, notamment dans les domaines financiers et de la gestion de ses ressources humaines. Les points sensibles ont d'ores et déjà été listés Il s'agit en particulier de :

2. L'AFFECTATION ET LA GESTION DES PERSONNELS

Actuellement assuré pour l'essentiel par les services centraux du MESRI, l'ensemble de la « chaîne » des actes de gestion sera à prendre en charge par le Hcéres : recrutement, paye, gestion des licenciements, contentieux éventuels, indemnités de chômage, retraite....

Le transfert des différents actes techniques de gestion actuels devra être anticipé en lien étroit entre l'administration centrale et le Hcéres.

Avec l'acquisition de la personnalité morale, le Hcéres doit en outre réfléchir aux nouvelles compétences et profils de postes dont il aura besoin. Différentes questions devront être analysées dans le cadre de la mise en place d'une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, avec la définition d'une politique de recrutement à moyen terme ainsi que l'adoption de règles en matière de rémunération (titulaires, contractuels, privés).

3. LA CHAÎNE BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE

A l'heure actuelle, le Hcéres n'est pas totalement autonome dans la maîtrise de son budget et est freiné dans le développement de ressources propres par la lourdeur des techniques budgétaires utilisées pour le recouvrement des recettes. Avec l'acquisition de la personnalité morale, le Hcéres doit s'approprier toutes les étapes de la chaîne budgétaire et comptable, depuis l'élaboration d'un budget prévisionnel jusqu'au suivi et au contrôle de la dépense, l'établissement de comptes financiers. Cette autonomie budgétaire nécessite, pour la nouvelle API, de se doter d'un agent comptable qui pourra l'être par adjonction de service mais aussi de personnels techniques compétents sur ces sujets.

4. LES AUTRES DOMAINES

D'autres secteurs seront également impactés par le nouveau statut : les systèmes d'information et de gestion, les achats et marchés publics. Historiquement, le Hcéres s'appuie pour l'essentiel sur les services et les applications de l'administration centrale, là encore, la transition devra être anticipée dans une coopération étroite avec les services concernés du ministère.

Sur l'ensemble de ces sujets, des contacts doivent être pris avec les différents services de l'Etat concernés, et notamment la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) mais aussi la Direction des Affaires Financières (DAF), le Service de l'action administrative et des moyens (SAAM) et la DGRH.

Des réunions bilatérales ont déjà été mises en place avec le SAAM pour travailler sur les différents process et anticiper le transfert de gestion sur la base d'éléments d'informations et d'analyses partagés.

ARTICLE 4 - DESCRIPTION GENERALE DU BESOIN

4.01 Objet des prestations

Assistance à la conception et à la mise en œuvre opérationnelle du projet de transformation du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur en autorité publique indépendante. Le présent marché se décompose en trois missions désignées ci-dessous :

- **Mission 1 – Etude stratégique et politique du changement**
- **Mission 2 – Conception et mise en œuvre des transformations**
- **Mission 3. Mise en œuvre opérationnelle de la transformation**

4.02 PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations objet du présent marché sont destinées à accompagner le Hcéres, et particulièrement le Secrétariat général, dans l'appui à la conduite du projet de transformation de l'action publique. Il concerne tous les domaines d'activités du Hcéres.

Le recours aux UO dites de base ou avancées est fonction de la nature du sujet, de sa complexité, du nombre de départements impliqués, et des niveaux de compétences à mobiliser.

Chaque mission doit permettre de mobiliser l'ensemble des expertises nécessaires, quels que soient les domaines (stratégie, management, organisation, innovation, numérique, modélisation financière, data science, analyse des attentes des usagers, méthodes de consultation et de concertation etc.). A l'issue des missions, il sera possible de s'assurer du transfert de compétences vers les commanditaires, et de réaliser le cas échéant des évaluations ex-post de tout ou partie de ces démarches.

En particulier, et par comparaison à des prestations de conseil en management classiques, les prestations devront être renforcées sur les points suivant :

- L'accompagnement à la prise de décision stratégique, permettant de définir le niveau d'effort requis pour la mise en œuvre d'une transformation ;
- le traitement des données et les aspects quantitatifs ;
- la couverture de la totalité de la chaîne de valeur des projets de transformation, depuis leur conception jusqu'à leur mise en œuvre, en passant par les phases d'expérimentation auprès des départements et en particulier les services du Secrétariat général ;
- l'intégration dans chaque prestation de manière native des volets numériques et d'accompagnement au changement ;

ARTICLE 5 - MODALITES PRATIQUES DE REALISATION DES PRESTATIONS

Tout au long de l'exécution du marché, la réalisation des prestations doit être assurée par une équipe dédiée dont les profils sont décrits dans l'offre technique du titulaire.

L'organisation de l'équipe du titulaire est un élément substantiel du marché.

Le marché est réparti en 3 missions.

5.01 MISSION 1 – ETUDE STRATEGIQUE ET POLITIQUE DU CHANGEMENT

Les bénéficiaires finaux des prestations attendues sont prioritairement le Président du Hcéres, la Secrétaire générale ainsi que les Directeurs de départements, dans la perspective d'une prise de décision de haut niveau.

Les prestations attendues sont les suivantes :

1. Réalisation d'une étude stratégique, proposition de de scénarios chiffrés et production de plans d'actions

	Compétences recherchées							
	Réalisation d'une étude stratégique				Définition et documentation des scénarios et production de plans d'actions			
	Portage ou apport d'expertise	Portage ou apport d'expertise	Direction de projet	Réalisation niveau avancé	Réalisation niveau de base	Direction de projet	Réalisation niveau avancé	Réalisation niveau de base
Charge consacrée (J/H)	5	5	5	5	10	5	5	10
Prestation 1 (UO)								

Pour chaque prestation, la charge en jours/ hommes est une donnée indicative. Elle peut être modifiée par le candidat. Les modifications proposées devront être justifiées dans l'offre du candidat.

Dans le cycle de vie d'une transformation, les prestations attendues couvrent la partie amont, c'est-à-dire la phase de contribution à la prise de décision, permettant de définir le niveau d'effort requis pour sa réalisation. Ainsi, les prestations devront permettre de réaliser les phases de travaux suivants :

- Phase d'analyse des enjeux (analyses ex-ante ou ex-post)
- Phase d'élaboration de scénarios
- Phase de préparation à la prise de décision
- Phase de préparation de l'exécution

Pour réaliser ces prestations, l'attributaire du marché fera appel aux principales compétences suivantes :

- Les méthodologies déployées par le métier du conseil en stratégie, et principalement l'analyse stratégique. Des compétences en analyse financière, en organisation, gouvernance et pilotage, ainsi qu'en optimisation des processus seront également sollicitées pour une bonne réalisation des prestations.
- La maîtrise des problématiques particulières de la question des ressources humaines, et notamment dans le service public, en tant que facteur de facilitation ou à l'inverse de frein aux transformations.
- L'accompagnement du changement, avec notamment les volets suivants :
 - Accompagnement des décideurs dans l'élaboration de la vision de la transformation
 - Diagnostic de situation pré-réforme (notamment 1. sensibilité du corps social et 2. capacité de l'encadrement à porter le programme de transformation), pouvant inclure par exemple des diagnostics sociologiques

- Définition de plan de conduite du changement ou de toute modalité pertinente d'accompagnement des structures et des agents

Le titulaire devra, en outre, pouvoir mettre en œuvre des modalités innovantes de conduite de réunion et de séminaire, basées sur l'état de l'art en la matière, comme par exemple les outils numériques interactifs.

Le cas échéant, les prestations seront opérées avec des équipes des départements concernés.

D'une manière générale, ces prestations seront réalisées dans un délai court (ordre de grandeur : 4 à 10 semaines). Le titulaire devra pouvoir mobiliser des compétences pointues dans un délai contraint.

Le prestataire devra démontrer sa capacité à conduire une étude stratégique complète, en mettant en œuvre l'état de l'art en matière de méthodologies de définition de vision stratégique.

Réalisation d'une étude stratégique	
Livrables/résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Analyse stratégique, incluant entre autres :</u> <ul style="list-style-type: none"> • la définition de la vision cible (couvrant les volets suivant : stratégie, finances, organisation, processus, fonctionnement, gouvernance et management) • l'analyse des impacts financiers et humains - <u>Réalisation, le cas échéant, de comparaisons nationales ou internationales, fondées sur des compilations d'études ou de benchmarks</u> - <u>Elaboration de scénarios et de macro - feuilles de route</u> - <u>Préparation à la prise de décision :</u> <ul style="list-style-type: none"> • documents de présentation de l'étude aux instances de décision - <u>Préparation de l'exécution, incluant :</u> <ul style="list-style-type: none"> • le plan de conduite du changement • une proposition de dispositif d'évaluation ex-post

Définition et documentation des scénarios et production de plans d'actions	
Livrables/résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Elaboration de scénarios :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Scénarios stratégiques de transformation : identification des améliorations d'organisation de modes de gestion, de modes de gouvernance • Définitions des objectifs définis et hiérarchisations des priorités • Mesure des impacts • Analyses comparatives multicritères des scénarios envisageables (qualification des risques, coûts, implications organisationnelles et RH, risques, conditions de réussite, etc.) • Documentation détaillée des impacts et conditions de réussite des scénarios • Animation d'une démarche de partage et de concertation sur les scénarios (à minima avec la maîtrise d'ouvrage) - <u>Elaboration de plans d'action :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Plans d'action structurés incluant : la structuration des actions, la planification des coûts, des délais, etc. ; les tableaux de bord opérationnels des modalités de mise en œuvre (responsables, macro calendriers, jalons clés, etc.) et une matrice des risques

5.02 MISSION 2 – CONCEPTION ET MISE EN ŒUVRE DES TRANSFORMATIONS

Sur la base de décisions prises suite à la première prestation, il convient maintenant de mettre en œuvre la transformation du Hcéres en autorité publique indépendante (API). Il s'agit de concrétiser la vision stratégique du président du Hcéres, de concevoir la transformation, puis éventuellement de l'accompagner et de sécuriser sa mise en œuvre. Cette prestation doit permettre d'apporter les appuis à la transformation « de bout en bout ».

Le projet de transformation répondra ainsi à un besoin d'alignement sur les enjeux stratégiques et intégrera dans son périmètre de multiples dimensions : pilotage et risques, organisation et gouvernance, management et ressources humaines, numérique, performance et mesure des gains, etc.

D'un point de vue méthodologique il est important de pouvoir mener cette transformation avec les démarches les plus innovantes, en matière de recueil des données, analyses quantitatives, veille stratégique, résolution de problème, enquête terrain, co-construction, utilisation des outils numériques et collaboratifs, communication aux parties prenantes, mobilisation managériale et restitution des conclusions aux décideurs.

Les prestations attendues sont de deux types :

- 1) Concrétisation de la vision stratégique
- 2) Conception de la transformation

Il s'agit de décliner les modes d'acquisition de la personnalité ou moyen d'une feuille de route stratégique pour ensuite engager sa conception et sa mise en œuvre à travers une démarche structurée et mobilisatrice.

	Compétences recherchées											
	Déclinaison en stratégie opérationnelle				Modélisation pour aide à la décision				Benchmark et études prospectives			
	Portage ou apport d'expertise	Direction de projet	Réalisation niveau avancé	Réalisation niveau de base	Portage ou apport d'expertise	Direction de projet	Réalisation niveau avancé	Réalisation niveau de base	Portage ou apport d'expertise	Direction de projet	Réalisation niveau avancé	Réalisation niveau de base
Charge consacrée (J/H)	5	5	5	10	5	5	5	10	5	5	5	10
Prestation 1 Concrétisation de la vision stratégique												

	Compétences recherchées											
	Evolution des schémas d'organisation et/ou de gouvernance				Rénovation des dispositifs de développement des RH				Analyse d'impact de la transformation (ex-ante)			
	Portage ou apport d'expertise	Direction de projet	Réalisation niveau avancé	Réalisation niveau de base	Portage ou apport d'expertise	Direction de projet	Réalisation niveau avancé	Réalisation niveau de base	Portage ou apport d'expertise	Direction de projet	Réalisation niveau avancé	Réalisation niveau de base
Charge consacrée (J/H)	5	5	5	10	5	5	5	10	5	5	5	10
Prestation 2 Conception de la transformation												

Pour chaque prestation, la charge en jours/ hommes est une donnée indicative. Elle peut être modifiée par le candidat. Les modifications proposées devront être justifiées dans l'offre du candidat.

1. Concrétisation de la vision stratégique

Cette prestation est constituée de trois composantes :

- a. La déclinaison en stratégie opérationnelle
- b. La modélisation pour aide à la décision
- c. Le benchmark et études prospectives

Le prestataire devra démontrer sa capacité à traduire des visions stratégiques en projets opérationnels concrets et pragmatiques, intégrant le champ de contraintes propre à l'administration, et en particulier au domaine de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

	a. Déclinaison en stratégie opérationnelle
Livrables/résultats attendus	<ul style="list-style-type: none">- Etat des lieux et diagnostic de la situation- Etude et scénarios de faisabilité- Feuille de route stratégique- Tableaux de bord de pilotage de la performance- Recommandations spécifiques- Dispositif de gouvernance du projet de mise en œuvre- Dossier de décision (Présidence du Hcéres, Secrétariat général, Directions)

Il s'agit d'instruire les problématiques posées en construisant des modèles de données, de nature économique, financière, prédictive, etc. d'aide à la décision stratégique, pour engager des réformes, des investissements, des ressources humaines et budgétaires, mesurer l'impact de leviers, etc. Le prestataire devra démontrer sa capacité à :

- Analyser les données et construire des modèles, pour en tirer des recommandations pertinentes
- Réaliser des analyses de type coût complet, retour sur investissement, construire un budget base zéro, définir l'équilibre économique d'un projet, réaliser un plan d'investissement pluriannuel, etc.

	b. Modélisation pour aide à la décision
Livrables/résultats attendus	<ul style="list-style-type: none">- Etat des lieux et diagnostic de la situation suite à la première prestation- Cadrage des hypothèses clés du modèle, simulations et analyses de sensibilité- Bilan économique, analyses en coût complet et trajectoire financière- Transfert de compétence sur le modèle- Dossier de décision (Présidence du Hcéres, Secrétariat général, Directions)

Il est demandé au prestataire de réaliser des études comparatives qui peuvent porter :

- sur des comparaisons entre structures publiques et ou privées afin de réaliser des analyses organisationnelles, de modèles économiques, de mise en œuvre de stratégie opérationnelle.

En fonction de la nature des études comparatives attendues, il sera demandé au prestataire de faire appel notamment :

- à des études préexistantes auxquelles il aurait contribué sur une question donnée ;
- à un réseau pertinent de services, d'organisations, d'administrations.

Le prestataire doit démontrer sa capacité à mobiliser un réseau d'acteurs dans le secteur public et à accéder aux données comparatives pertinentes.

Les études demandées peuvent revêtir une dimension prospective. Dans ce cas il s'agit pour le prestataire de fournir des analyses portant sur :

- les macro- tendances d'évolution dans un secteur donné (secteur des AAI/API ; secteur des établissements publics de l'ESR) ;
- d'utiliser des études disponibles pour favoriser la mise en perspective des choix de transformation avec des enjeux à venir.

	c. Benchmark et études prospectives
Livrables/résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> - Liste de modèles / structures / dispositifs à sélectionner dans le périmètre du benchmark ou de l'étude (en France et/ou à l'international) - Méthodologie du benchmark ou de l'étude - Rapport présentant des comparaisons de volumétries d'activités, de coûts de dimensionnement, - Analyse comparative de modèles d'organisation, de dispositifs de mise en œuvre, typologies de gouvernance, etc.

2. Conception de la transformation

Cette prestation est constituée de trois composantes :

- a. L'évolution des schémas d'organisation et/ou gouvernance
- b. La rénovation des dispositifs de développement des RH
- c. L'analyse d'impact de la transformation (*ex ante*)

Il s'agit d'adapter les périmètres de missions, schémas d'organisation et/ou les dispositifs de gouvernance à toute évolution stratégique de type : revue des missions du Hcéres, structuration de nouveaux métiers, mutualisation de fonctions, professionnalisation de fonctions, etc. Le prestataire devra démontrer sa capacité à être force de proposition sur des scénarios d'évolution, de par sa connaissance approfondie de grandes typologies de structures ou modèles organisationnels du secteur public français.

	a. L'évolution des schémas d'organisation et/ou gouvernance
Livrables/résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse du potentiel d'optimisation et des gains associés - Scénarios d'évolution et évaluation multicritères - Principes directeurs et schéma général de l'organisation et/ou dispositif de gouvernance cible - Modélisation détaillée de l'organisation et/ou dispositif de gouvernance cible - Dimensionnement cible - Plan de mise en œuvre - Dossier de décision (Présidence du Hcéres, Secrétariat général, Directions)

Il est demandé au prestataire d'apporter son expertise en matière de conception de services, d'organisation, d'outils ou de plateformes numériques en se basant sur l'expérience des usagers.

	b. La rénovation des dispositifs de développement des RH
Livrables/résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> - Etat des lieux et diagnostic de la situation - Analyse du potentiel d'optimisation et des gains associés - Scénarios d'évolution et évaluation multicritères - Principes directeurs et schéma général du dispositif RH cible - Modélisation détaillée du dispositif RH cible - Plan de mise en œuvre

Il s'agit de mener une analyse d'impact afin d'identifier toutes les conséquences des changements sur les agents, processus, métiers, autres projets en cours, culture en place, conditions de travail, systèmes d'information, mesure de la performance, cadre législatif et réglementaire... et de prendre des décisions en connaissance de cause.

Il est important que le prestataire démontre sa capacité à mener des analyses d'impacts génériques portant sur l'ensemble des dimensions, mais également des analyses d'impacts spécifiques RH permettant d'évaluer les conséquences d'une réforme sur les structures et les individus, dans un objectif d'accompagnement du changement et de dialogue social.

	c. Analyse d'impact de la transformation (ex-ante)
Livrables/résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> - Analyse d'écart entre la situation actuelle et la cible - Liste des domaines impactés - Qualification et quantification des impacts - Impacts RH en termes d'effectifs, d'emplois et de compétence, d'organisation, santé, sécurité et conditions de travail - Recommandations sur le projet de transformation à mettre en place

5.03 MISSION 3 : MISE EN ŒUVRE DE LA TRANSFORMATION

Cette prestation est constituée de deux composantes :

- Le pilotage opérationnel du projet
- La conduite et l'accompagnement du changement

	Compétences recherchées							
	Pilotage opérationnel de programme et/ou de projet				Conduite et accompagnement du changement			
	Portage ou apport d'expertise	Portage ou apport d'expertise	Direction de projet	Réalisation niveau avancé	Réalisation niveau de base	Direction de projet	Réalisation niveau avancé	Réalisation niveau de base
Charge consacrée (J/H)	5	5	5	5	10	5	5	10
Prestation 3 - Mise en œuvre de la transformation								

Il s'agit de sécuriser la mise en œuvre d'un projet complexe, le passage à l'échelle d'un nouveau dispositif. Le dispositif de pilotage sera adapté au contexte et aux enjeux, afin d'optimiser les niveaux d'arbitrage (stratégique, opérationnel) et respecter les échéances clés.

Il est important que le prestataire démontre sa capacité à faire du « sur-mesure » et à utiliser les outils numériques pour maximiser la dimension collaborative.

	a. Pilotage opérationnel de programme et/ou projet
Livrables/résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> - Note de cadrage méthodologique du projet - Outils de pilotage adaptés au contexte : tableaux de bord, planning, suivi des risques, base contacts, plan assurance qualité... - Outils de travail collaboratif adaptés au contexte - Trajectoire de mise en œuvre, plan de test et déploiement - Supports et comptes rendus des instances de pilotage - Note de bilan et retour d'expérience - Modalités d'évaluation ex-post et mesure d'impact

--	--

Il s'agit d'impulser une dynamique de changement, aligner les parties prenantes et mobiliser les acteurs clés pour réussir les transformations engagées.

Il est important que les prestataires démontrent leur capacité à faire du « sur-mesure » et à utiliser les outils numériques pour maximiser la dimension collaborative, vers un accompagnement agile du changement.

	b. Conduite et accompagnement du changement
Livrables/résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> - Cartographie et analyse du réseau structurel des acteurs/agents - Plan de conduite du changement et /ou communication - Outils de travail collaboratif adaptés au contexte - Kits de déploiement - Préparation des évènements clés - Modalités, supports et comptes rendus d'animation adaptés au contexte (formations, séminaires, concertations, coaching collectif...) - Note de bilan et retour d'expérience

ARTICLE 6 - MODALITES DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS ET CERTIFICATION DU SERVICE FAIT

6.01 Réception/Admission

Le Pouvoir adjudicateur prononce la Réception des Prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché. La Réception prend effet à la date de Notification de la décision de Réception au Titulaire.

En l'absence de contestation dans les 10 jours ouvrés, le Hcéres certifie le service comme « fait » et met la facture en paiement.

6.02 Ajournement et Réfaction

A - Ajournement :

Le Pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des Prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la Réception des Prestations par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau au Pouvoir adjudicateur les Prestations mises au point.

Le Titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix (10) jours à compter de la Notification de la décision d'Ajournement. En cas de refus du Titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le Pouvoir adjudicateur a le choix de prononcer la Réception des Prestations avec Réfaction ou de les rejeter, dans les conditions prévues par les dispositions du présent article, dans un délai de quinze (15) jours courant à partir de la Notification du refus du Titulaire ou à partir de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence du Pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut décision de Rejet des Prestations.

Si le Titulaire présente à nouveau les Prestations mises au point, après la décision d'Ajournement des Prestations, le Pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des Prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le Titulaire.

B - Réfaction :

Lorsque le Pouvoir adjudicateur estime que des Prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la Réception avec Réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le Titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze (15) jours suivant la décision de Réception avec Réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le Titulaire formule des observations dans ce délai, le Pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze (15) jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle Notification, le Pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du Titulaire.

C - Rejet des Prestations

Lorsque le Pouvoir adjudicateur estime que les Prestations sont non conformes aux stipulations de l'Accord-cadre et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le Rejet partiel ou total.

En cas de Rejet, le Titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la Prestation prévue par le marché.

ARTICLE 7 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.01 Émission des bons de commandes

Les prestations confiées au titulaire du marché seront exécutées sur bons de commande émis par le Hcéres au fur et à mesure de ses besoins. Ces bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour du marché sans que leur délai d'exécution ne puisse dépasser 6 mois. Ils seront signés par la personne responsable du marché ou son représentant dûment habilité.

Ce document mentionnera la date à laquelle la prestation devra être réalisée.

Les bons de commandes comporteront les mentions suivantes :

- les références administratives du marché ;
- les références du bon de commande ;
- le nom et l'adresse du titulaire du marché ;
- la désignation des prestations ;
- le détail des prix hors taxes, le taux et le montant de la TVA et le prix TTC ;
- les délais d'exécution.

Ces bons de commandes seront établis par le Hcéres en considération des quantités à mettre en œuvre mentionnés sur le devis et par référence aux prix figurant dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement.

Les prestations devront être assurées dans les délais indiqués dans les bons de commandes.

7.02 Modifications des demandes

Au cours de l'exécution du marché, le Hcéres se réserve la possibilité d'effectuer, de façon expresse, des demandes de devis pour des prestations exceptionnelles en rapport avec l'objet du marché. Le titulaire du marché doit alors fournir un devis détaillé des prestations demandées.

Dans tous les cas, le titulaire du marché est tenu de fournir, sans incidence financière supplémentaire, les devis demandés accompagnés des justificatifs ou des prévisions de prix qui lui auront été demandés.

Si le Hcéres valide le devis, il établit ensuite un bon de commande qu'il transmet pour exécution au titulaire du marché

7.03 Annulation d'une commande

De même le Hcéres peut à tout moment mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet d'un bon de commande et ce avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation. La résiliation est indiquée par courriel.

En cas d'annulation d'un bon de commande à la demande du Hcéres, quelle qu'en soit la raison, le titulaire du marché est dédommagé des dépenses effectuées sur présentation d'un rapport d'activités et sur production des justifications y afférentes.

ARTICLE 8 - CONDITIONS DE PRIX – REVISION

8.01 Monnaie de règlement

La monnaie de règlement du présent marché est l'Euro.

8.02 Forme et contenu des prix

Les prestations donneront lieu à l'émission de bons de commande conformément aux prix mentionnés à l'annexe financière.

Les prix figurant à l'annexe financière sont réputés complets et intègrent les charges fiscales et parafiscales, frappant obligatoirement les prestations objet du marché.

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées selon les mentions du BPU annexé à l'acte d'engagement.

Les prix étant ceux mentionnés dans l'offre financière du titulaire. Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les Prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des Prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les frais de transport, qui naîtraient de l'Ajournement ou du Rejet des Prestations, sont à la charge du Titulaire.

8.03 Mode d'établissement des prix du marché

Les prix mentionnés à l'annexe financière de l'acte d'engagement sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres.

8.04 Révision du prix

Le marché est conclu à prix ferme pour la durée d'exécution du marché.

ARTICLE 9 - MODALITES DE REGLEMENT

9.01 Remise des décomptes, factures

Les prestations seront réglées sur présentation d'une facture au terme de l'exécution des prestations mentionnées aux bons de commande auxquels elles se rapportent.

Les sommes dues feront l'objet de préférence d'une facturation distincte pour chaque bon de commande.

Les factures devront permettre à la personne responsable du marché d'identifier précisément les quantités exécutées et refléter exactement la totalité des données contenues dans les bons de commande. Elles seront accompagnées des pièces permettant d'opérer les vérifications utiles. Toute demande de règlement ne comportant pas les pièces accompagnatrices demandées sera retournée à l'expéditeur, à charge pour lui de compléter son dossier. Dans ce cas précis, le délai de règlement exposé à l'article 10 (10.01) sera suspendu.

Conformément aux dispositions du présent document (Article 12), les réfections, pénalités, remboursements dus par le titulaire du marché seront déduits des sommes dues.

9.02 Factures dématérialisées

• Facturation électronique obligatoire

L'article 3 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique définit le calendrier **d'obligation de facturation électronique** pour les émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics respectifs .

Pour faciliter la facture électronique, une plateforme a été mise en place et s'appelle : Chorus Pro.

Elle permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Conformément à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, la facture électronique doit comporter les éléments suivants :

Les factures électroniques doivent comporter obligatoirement :

- l'identifiant de l'émetteur (notamment SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire) et du destinataire de la facture (numéro de SIRET de l'État : 11 000 2011 000 44),
- le numéro d'engagement juridique CHORUS figurant sur le bon de commande,
- les références du bon de commande correspondant,

- les références du marché,
 - le code du service permettant d'identifier le service exécutant (AERCHOR075),
 - le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
 - la date d'émission de la facture,
 - la date de livraison des traductions ou d'exécution des interprétations,
 - le détail des prestations réalisées (dénomination exacte, quantité, langues de traduction ou d'interprétation),
 - le prix unitaire HT et TTC des prestations réalisées,
 - le taux et le montant de la TVA, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
 - le numéro de compte bancaire ou postal identique à celui précisé dans l'acte d'engagement,
 - le cas échéant, les modalités particulières de règlement,
 - le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- La transmission par la solution Chorus Pro constitue désormais l'unique mode autorisé de transmission des factures aux entités publiques, ceux qui ne respecteraient pas cette obligation, une politique progressive de rejet des factures est mise en place par tout vecteur de communication, et,
- Conformément aux dispositions introduites par l'article 5 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, le délai de paiement ne court pas pour les factures soumises à l'obligation de transmission par voie dématérialisée qui sont transmises en dehors de la solution Chorus Pro.
- En effet, pour les factures soumises à cette obligation, le délai de paiement ne court qu'à compter de leur réception par la solution Chorus Pro et non à compter de la réception sous format papier ou par une solution de dématérialisation autre que la solution Chorus Pro.
- Pour les autres entreprises, les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation de factures, ainsi que tous éléments justificatifs utiles, en un original et deux duplicata.

ARTICLE 10 - PAIEMENTS

Les paiements dus au titre du présent marché seront effectués sous réserve de constatation du service fait.

10.01 Délais de paiement

• Paiement

Le paiement s'effectue dans les conditions prévues à l'article R.2192-12 à R.2192-24 du Code de la Commande Publique.

Conformément aux dispositions prévues aux décrets n° 2008-407 et 2008-408 du 28 avril 2008 relatif au délai maximum de paiement dans les marchés publics et à la mise en œuvre du délai maximum dans les marchés publics, le paiement est effectué, dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve des conditions suivantes :

- prestations reconnues conformes en tous points aux engagements ;
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

La suspension du délai prévu au premier alinéa du présent article s'exerce dans les conditions décrites au décret n° 2002-232 du 21 février 2002 modifié.

10.02 Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de deux points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés à l'article R.2192-10 du code de la Commande Publique sur la base provisoire des sommes admises par le pouvoir adjudicateur. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Le financement est réalisé sur le budget propre de l'établissement.

10.03 Nantissement

Le présent marché pourra être nanti dans les conditions prévues dans l'article R.2191-8 du code de la Commande Publique.

Le personnel habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est le président du Hcéres.

En cas de nantissement, il sera délivré un exemplaire unique destiné à former titre de paiement.

Une avance est accordée au titulaire dans les conditions prévues à l'article R.2191-3 du code de la Commande Publique, sauf renonciation expresse de sa part exprimée à l'acte d'engagement

Cette renonciation s'applique pendant toute la durée de l'accord-cadre aux bons de commande.

10.04 Avance

• Montant de l'avance

Si le titulaire n'a pas renoncé à l'avance, celle-ci ne lui est due que pour les bons de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € H.T. et dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance est calculé de la manière suivante :

- si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à 2 mois et inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 5% du montant TTC du bon de commande en cause ;
- si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance s'élève à 5% de la somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisée par la durée du bon de commande exprimée en mois.

• Versement d'une avance au sous-traitant

Une avance est accordée au sous-traitant dans les conditions fixées par le code de la Commande Publique sauf renonciation expresse de sa part figurant dans l'acte spécial de sous-traitance et dans les conditions accordées au titulaire telles que décrites ci-dessus.

Dans le cas où le titulaire sous-traiterait d'une part de l'accord-cadre ou d'un bon de commande, postérieurement à la notification de celui-ci, il doit rembourser la partie de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant renonce à percevoir l'avance.

• Modalités de versement de l'avance

Le règlement de l'avance interviendra dans les 30 jours à compter de la notification du marché subséquent et/ou du bon de commande.

• Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance tant par le titulaire que par ses éventuels sous-traitants s'effectuera conformément aux dispositions ci-dessous :

Le remboursement de l'avance forfaitaire, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire du marché, commencera lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteindra

ou dépassera soixante-cinq pour cent (65 %) du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingt pour cent (80 %) du montant initial du marché.

En cas de résiliation du présent marché, le remboursement de l'avance forfaitaire sera immédiatement exigible.

10.05 Acompte

Aucun acompte ne sera versé.

10.06 Règlement au profit d'un sous-traitant

Les règlements directs au profit d'éventuels sous-traitants s'effectuent sur la base de mémoires ou de factures établis par eux et acceptés par le titulaire du marché, avant leur transmission au Hcéres.

ARTICLE 11 - VERIFICATIONS ET CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

11.01 Contrôle et vérification par le Hcéres

Les prestations exécutées dans le cadre du présent marché devront être conformes en tous points aux exigences mentionnées au CCP, à l'offre du titulaire du marché et aux bons de commandes émis par le Hcéres.

À cet égard, les prestations relatives au présent marché feront l'objet d'un contrôle quotidien par les équipes du Hcéres en charge du suivi de l'exécution de ce marché. Le Hcéres effectuera des contrôles de bonne exécution à tout moment et par tous moyens à sa convenance. Ces contrôles réalisés sur pièce et sur place, porteront sur l'intégralité des obligations contractuelles à la charge du titulaire du marché.

Le nombre de contrôles n'est pas limité, il est laissé à la discrétion du Hcéres.

11.02 Évaluation, synthèse et mise au point

Si nécessaire, des réunions d'activité se tiendront dans les locaux du Hcéres régulièrement pendant toute la durée de l'opération suivant un calendrier et selon un format (papier ou mail) qui seront définis en accord avec le titulaire du marché et le Hcéres.

Les conclusions de ces réunions, dont la rédaction du relevé incombe au titulaire du marché, seront transmises au responsable du Hcéres au plus tard 5 jours après la tenue de chacune des réunions.

ARTICLE 12 - PENALITES ET REFACTIONS

12.01 Pénalités –Généralités

Une fois le montant des pénalités déterminé, elles sont ensuite déduites du montant de la facture TTC. Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G. PI, aucune exonération de pénalité n'est prévue dans le marché.

Les pénalités ci-dessous sont exclusives l'une de l'autre, en ce sens qu'elles peuvent se cumuler. Les montants, donnés en Euros, ou au prorata du marché, s'appliquent sur les montants HT.

Constatation des retards : Les retards sont constatés par le pouvoir adjudicateur en fonction des calendriers prévus sur les documents impliqués pour le lancement des exécutions de prestations.

Les pénalités sont déduites des paiements dus au titulaire du marché ou au mandataire du groupement le cas échéant, sans autre formalité que la constatation des retards.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, le présent marché ne contient pas de cas d'exonération de pénalités.

12.02 Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, le Réseau des œuvres, informé par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte au Réseau des œuvres la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 € TTC par jour ouvré de retard.

12.03 Pénalités de retards

Lorsque les délais prévus à l'article 5.02 du présent CCP sont dépassées de plus de 3 jours ouvrés par le fait du titulaire du marché, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 25% du montant TTC du bon de commande par jour ouvré de retard.

Est considéré comme le 1^{er} jour de retard le lendemain du jour prévu pour la remise des documents, tout jour ouvrable étant pris en considération.

Le montant des pénalités sera précompté de la facture correspondant à la prestation, le montant de la pénalité ainsi que la valeur de la commande seront calculés en euros toutes taxes comprises.

12.04 Pénalités pour manquement ou mauvaise exécution des prestations

S'il est constaté un manquement ou une mauvaise exécution des prestations, tels que :

- le non-respect des prescriptions demandées ;
- l'interruption des prestations;
- l'incompétence et/ou la non qualification des personnels du titulaire du marché ;
- la perte de documents.

Le Hcéres se réserve le droit, après première mise en demeure, non assortie de sanction, d'appliquer un retenue égale de 50% de la valeur des documents concernés, sur la base des tarifs indiqués dans les annexes financières à l'acte d'engagement.

Le montant des pénalités sera précompté de la facture correspondant à la prestation. En cas de manquements répétés les interlocuteurs des deux parties (titulaire du marché, Hcéres) conviennent de se rencontrer dans un délai de 5 jours afin de définir un plan d'actions correctives planifiées permettant de remédier aux dysfonctionnements relevés.

Dans le cas où ces dysfonctionnements persisteraient au cours des 15 jours suivants cette réunion, un courrier de mise en demeure pourra être envoyé par la personne responsable du marché précisant le délai éventuellement accordé au titulaire du marché pour y remédier. A défaut du respect de ce délai, la personne responsable du marché pourra résilier de plein droit le présent marché au frais et tord du titulaire du marché.

12.05 Pénalité en cas de modification de l'équipe dédiée n'ayant pas reçue l'acceptation du pouvoir adjudicateur

Dans le cas où le titulaire du marché aurait modifié l'équipe dédiée au marché sans recevoir préalablement l'accord du pouvoir adjudicateur, celui -ci pourra se voir appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 500 euros.

De plus le titulaire devra, à titre gratuit, refaire étudier le dossier qui lui avait été soumis initialement par une équipe acceptée par le pouvoir adjudicateur.

En cas de désaccord persistant sur la nouvelle équipe dédiée, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 13 - OBLIGATIONS DES PARTIES

13.01 Obligations générales des parties

Chaque partie :

- désigne un interlocuteur apte à la représenter ayant le pouvoir de prendre ou de faire prendre les décisions nécessaires à la bonne exécution des prestations,
- exécute de bonne foi les obligations mises à sa charge par le présent marché,
- assure la disponibilité, la coopération et la compétence de son personnel affecté au marché,
- fournit à l'autre partie les informations dont elle a connaissance pouvant avoir un impact sur la bonne exécution des prestations, telle que toute modification d'activité, de structure ou d'organisation susceptible d'avoir une incidence sur l'exécution des prestations et à répondre de manière diligente à toute question posée par l'autre partie,
- fournit à l'autre partie, en temps voulu, tous les éléments nécessaires pour que celle-ci puisse accomplir sa mission dans le respect des échéances.

13.02 Obligations du Hcéres

Dès la notification du marché et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombent dans les délais qui lui sont impartis, le Hcéres s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire toutes les informations et précisions nécessaires à la réalisation des missions qui lui sont confiées
- mettre à la disposition du titulaire l'ensemble des éléments documentaires existants ou futurs sous réserve de confidentialité.
- avertir le titulaire, dans les meilleurs délais, des changements des personnels pouvant affecter les prestations à réaliser.

13.03 Obligations et Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

13.04 Echange et relecture des livrables

Tous les livrables attendus dans le cadre du présent marché doivent être rédigés en langue française et adressés à l'organisme bénéficiaire à l'en-tête de la société titulaire, signés et datés par toute personne habilitée à engager la société titulaire sous format papier en deux exemplaires. Ils sont également adressés sous format dématérialisé sur la messagerie électronique du correspondant technique de l'organisme bénéficiaire, par tout moyen permettant de donner date certaine à leur réception. Les livrables fournis sur support papier sont adressés à l'organisme bénéficiaire - (à l'attention du correspondant technique de l'organisme), par lettre recommandée avec avis de réception ou dépôt contre récépissé.

En cas de retard dans la livraison, le titulaire encourt des pénalités de retard conformément aux stipulations de l'article 12 du présent CCP.

13.05 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Durant la période de réalisation, et sur accord des parties, il peut y avoir des échanges entre le titulaire et le Hcéres. Ces demandes d'avis ne justifient pas une prolongation de délai d'exécution. Ils sont distincts des opérations de vérification.

13.06 Non renonciation

Le fait pour une partie de ne pas faire état d'un manquement à toute disposition du présent contrat, ou de ne pas exiger l'exécution de l'une de ses dispositions ne préjugera pas de son droit de faire état d'un manquement ultérieur, ni d'exiger ultérieurement la stricte exécution de ladite disposition.

ARTICLE 14 - DISPOSITIONS EN FIN DE MARCHÉ

En fin d'exécution du marché, quelle qu'en soit la cause (résiliation normale ou anticipée), quelle que soit la partie qui en a pris l'initiative, le titulaire s'engage conformément aux dispositions prévues au présent CCP et dans son offre, sans que cette liste soit exhaustive à :

- restituer la documentation technique, plans et schémas transmis lors de la mise en place ou en cours d'exécution du marché et ceux mis à jour suite aux modifications des installations réalisées par le titulaire ;
- restituer toutes les données afférentes au marché

Toute dépense pour la remise en état des équipements, des installations ou documents provenant d'un manquement du titulaire aux obligations du présent marché, lui est retenue ou facturée.

ARTICLE 15 - CLAUSE DE REEXAMEN

Si le Hcéres souhaite modifier les conditions d'exécution des prestations, les modifications sont considérées comme acceptées par les parties au contrat et deviennent contractuelles, sans que la conclusion d'un avenant soit nécessaire.

Si ces modifications entraînent des modifications de prix ou l'ajout de nouveaux, un avenant sera conclu dans les conditions définies infra.

En application de l'article R.2194-1 du code de la Commande Publique, un nouveau bordereau des prix peut être substitué pendant la durée de l'accord-cadre, en cas de suppression, de modifications ou d'ajouts de références au bordereau des prix initiaux de l'accord-cadre sous réserve que cette suppression, cette modification ou cet ajout ne concerne pas plus de 20% des références du bordereau initial des prix unitaires.

En cas d'augmentation des prix supérieure à 15%, un avenant sera conclu entre le titulaire et le Hcéres.

Au-delà de ce pourcentage, le Hcéres sera en droit de résilier l'accord-cadre sans versement d'indemnité au titulaire concerné.

Ces suppressions, modifications ou ajouts sont notifiées par le titulaire au Hcéres dès la connaissance de ces éléments par le titulaire. En cas d'acceptation de ces modifications, le Hcéres établira un avenant qu'il transmettra au titulaire concerné pour signature puis pour notification.

ARTICLE 16 - REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R.2122-7 du code de la Commande Publique, la réalisation de prestations similaires à celle du marché pourra être exécutée par le titulaire de l'accord cadre dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés négociés qui seront passés ultérieurement à la notification du marché.

ARTICLE 17 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

17.01 Cession des droits

Pour l'utilisation des résultats l'option B de l'article 25 du CCAG - PI est choisie.

Le titulaire cède à l'organisme bénéficiaire signataire, à titre exclusif, les droits patrimoniaux de propriété intellectuelle afférents aux résultats, même partiels, des prestations réceptionnées.

Par résultats, sont entendus notamment et de façon non limitative:

- l'ensemble des livrables attendus au titre du marché ; - les supports communiqués lors des réunions ;
- l'ensemble des documents intermédiaires.

Le prix de la cession des droits est compris de façon forfaitaire dans le montant des prestations. Le titulaire ne peut réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit. Le versement des rémunérations dues aux auteurs, collaborateurs scientifiques et techniques dont le titulaire s'est assuré la collaboration demeurent à sa charge exclusive.

Les supports informatiques, documents et données de toute nature fournis par le Hcéres bénéficiaire au titulaire restent la propriété du Hcéres.

Le titulaire s'engage à ne pas porter atteinte au droit de propriété que détient l'organisme bénéficiaire sur tous les documents, supports d'information, données et fichiers qu'elle lui remet dans le cadre du présent accord cadre.

Leur reproduction ou leur utilisation par le titulaire, à d'autres fins que l'exécution du présent marché, est interdite sans l'autorisation écrite préalable du Hcéres. Les seules reproductions autorisées sont celles nécessaires à l'exécution du présent marché. Le titulaire s'engage à les détruire à l'issue de l'accord cadre.

17.02 Nature des droits cédés

Les droits patrimoniaux de propriété intellectuelle cédés au titre du présent accord cadre sont entendus dans le sens le plus large et de façon non limitative.

Notamment, le Hcéres dispose des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation afférents aux résultats, ainsi que des droits d'utilisation, de distribution, d'intégration, d'adaptation, d'arrangement, de transformation, de correction, d'évolution, de traduction des résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifié.

Particulièrement,

- le droit d'utilisation est entendu dans le sens le plus large, pour tout ou partie des résultats, quel que soit le mode ou le procédé d'exploitation utilisé ;
- le droit de reproduction comporte notamment le droit de reproduire ou faire reproduire les résultats, sans limitation du nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, en tous lieux, par tous procédés et sur tout support (tels que imprimés, magnétique, optique, numérique, informatique etc.), y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché ;
- le droit de représentation et de distribution comporte notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes ou procédés (tels que présentation publique, impression, Internet, Intranet, Extranet, transmission électronique, messagerie électronique, réseau informatique, etc.), y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché subséquent ;
- le droit de traduction s'entend du droit de traduire ou de faire traduire les résultats en toutes langues ;
- les droits d'intégration, d'adaptation, d'arrangement, de transformation, de correction, d'évolution sont exercés en fonction des besoins du Hcéres.

Les modifications ainsi apportées aux résultats par l'exercice de ces droits s'entendent de manière large et peuvent être apportées par la personne publique ou tout autre tiers à qui les droits seraient cédés.

L'ensemble de ces modifications s'inscrit dans l'exercice normal des droits patrimoniaux dont est investi, au titre de la cession des droits afférents aux résultats du présent accord cadre, le Hcéres.

Les droits cédés à l'organisme bénéficiaire sont exploités dans le respect des droits moraux du ou des auteurs

17.03 Etendue et durée de la cession des droits

Le Hcéres dispose de l'ensemble de ces droits pour la durée légale des droits d'auteur.

Les transferts de propriété ont lieu aux dates des décisions de réception des livrables. Toutefois, en cas de résiliation de l'accord cadre, et ce, pour quelque cause que ce soit, l'organisme bénéficiaire devient propriétaire, dès la date de résiliation, de l'ensemble des documents, rapports ou bilans réalisés au titre de cet accord cadre ou en cours d'exécution.

17.04 Garantie

Le titulaire garantit à l'organisme bénéficiaire la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés. Notamment, il garantit qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle afférents à l'ensemble des résultats cédés et qu'il n'a concédé sur ces résultats aucun droit au profit d'un tiers.

17.05 Cession des droits acquis au profit de tiers

En cas de revendication de tiers portant sur les droits de propriété intellectuelle cédés à l'organisme bénéficiaire dans le cadre du présent accord cadre, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à faire cesser la revendication.

17.06 Connaissances antérieures

La définition des connaissances antérieures est celle du CCAG-PI (article 23.6).

Dans le cas de l'application de l'article 24.2 du CCAG-PI, les connaissances antérieures du titulaire sont identifiées dans l'offre du titulaire ainsi que les conditions du droit de modification, d'adaptation, de traduction de ces connaissances. La concession des droits sur les connaissances antérieures est comprise dans le prix du marché.

ARTICLE 18 - CONFIDENTIALITE

Chacune des parties s'engage à conserver strictement confidentielles les informations qui lui sont communiquées à compter de la notification du marché.

Les informations communiquées ne peuvent être utilisées que pour les seuls besoins du présent marché.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer les informations relatives au Hcéres dont il est amené à avoir connaissance à l'occasion de l'application du présent marché. Les personnels du titulaire ont instruction de respecter leur caractère confidentiel et de les traiter dans les mêmes conditions de discrétion que les informations considérées comme confidentielles par le titulaire.

Ces informations ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire, non appelés à participer à l'exécution des prestations, sauf si la divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires échappant au contrôle du titulaire.

Les parties s'engagent à respecter les obligations résultant du présent article pendant toute la durée du marché ainsi que pendant une durée de trois années à compter de son expiration pour quelque cause que ce soit. En outre, dès l'échéance ou la résiliation du marché, le titulaire cesse toute exploitation active des fichiers du Hcéres et s'engage à ne faire aucune rétention des documents ou fichiers du Hcéres.

Il s'engage également à restituer l'ensemble de la documentation confidentielle remise par le Hcéres et des copies qui auraient pu être faites.

Le Hcéres s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

Le titulaire s'engage à respecter la confidentialité et à assurer la sécurité des données du Hcéres.

Le Hcéres accepte que le titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour lui. Les informations énumérées se limitent à la raison sociale du Hcéres et à l'objet général du marché.

Sauf accord exprès du Hcéres, le titulaire n'est pas autorisé à copier les données, codes sources ou logiciel hors des plates-formes du Hcéres qui lui sont allouées.

Tout manquement à cette obligation de confidentialité est, sans préjudice des éventuelles poursuites pénales engagées à son encontre par le Hcéres, susceptible d'entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

ARTICLE 19 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

19.01 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis d'un titre les autorisant à exercer une activité salariée en France conformément aux textes applicables en la matière.

En outre, le titulaire du marché s'engage à affecter pour l'exécution des prestations objet du présent marché des agents possédants une parfaite maîtrise du français devant leur permettre, d'une part de rédiger de façon claire les rapports et documents nécessaires à l'accomplissement de leurs attributions et d'autre part de communiquer efficacement avec les responsables du Hcéres.

19.02 Comportement du personnel

Le personnel employé par le titulaire du marché pour l'exécution des prestations objet du présent marché doit faire preuve à tout instant d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

Le personnel du titulaire du marché est tenu à une obligation générale et absolue de non divulgation des informations recueillies dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché. Le non-respect de cette obligation constitue une cause de résiliation unilatérale du marché aux torts du titulaire du marché, sans préjudice des réparations éventuelles qui seraient exigées par le Hcéres.

19.03 Mesures d'éviction ou de remplacement du personnel

Le Hcéres se réserve le droit, sans indemnité, d'exiger à tout moment du titulaire du marché l'éviction et le remplacement immédiat de toute personne participant à l'exécution des prestations pour insubordination, incapacité ou défaut de probité. Cette mesure s'applique aux salariés et préposés du titulaire du marché ainsi qu'à ceux de ses éventuels sous-traitants.

Le titulaire du marché déclare faire son affaire des litiges avec ses salariés, ses préposés ou sous-traitants qui trouveraient leur source dans une décision de remplacement, de déplacement ou d'éviction.

19.04 Grèves et arrêts de travail

En cas d'arrêt de travail ou de grève de son personnel ou de ses éventuels sous-traitants, le titulaire du marché est tenu de prendre préventivement les mesures indispensables à la bonne réalisation des prestations attendues et d'en informer les responsables du Hcéres, sous peine de sanctions financières pour défaut d'exécution ou de résiliation immédiate du marché suivant le cas.

Le titulaire du marché est seul investi du pouvoir de négociation que reconnaît aux dirigeants d'entreprises le Code du travail dans les articles qui régissent le droit de grève.

La grève du personnel du titulaire du marché ou de ses éventuels sous-traitants ne constitue en aucune circonstance, un cas de force majeure ou d'imprévision permettant l'indemnisation du titulaire du marché par le Hcéres.

19.05 Moyens et documents fournis au personnel

Le prestataire, ses salariés ou les sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution des prestations décrites au cahier des clauses particulières, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Il en est de même du contenu des fichiers, informations et documents. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du Hcéres, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le prestataire s'engage à considérer comme confidentiels toutes les connaissances techniques et le savoir-faire qui lui ont été ou qui lui seront fournis par le Hcéres.

19.06 Formation du personnel

Il appartient au titulaire du marché de s'assurer des compétences, des capacités et des aptitudes des personnels affectés à la réalisation des prestations objet du présent marché.

ARTICLE 20 - JUSTIFICATIFS FISCAUX ET SOCIAUX

Le candidat retenu pour être titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur dans un délai ne pouvant excéder deux jours ouvrés à compter de la demande du représentant du pouvoir adjudicateur, et conformément aux dispositions de l'article 51 alinéa III et 55 et aux dispositions de l'article D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, les documents suivants :

- une attestation de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et les organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- lorsque le candidat emploie des salariés étrangers, une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10 à L. 1221-12, L. 3243-1, L. 3243-2 et L. 3243-4 et R. 3243-1 à R. 3243-5 ;

Le candidat retenu, pour être titulaire, doit aussi fournir, dans les mêmes délais :

- un relevé d'identité bancaire, postal ou de caisse d'épargne ;
- l'extrait Kbis du registre du commerce et des sociétés datant de moins d'un an ;
- une attestation d'assurance civile et professionnelle en cours de validité.

En l'absence de production de ces pièces dans le délai indiqué, le marché ne pourra lui être attribué. Ainsi le marché sera attribué au candidat suivant dans l'ordre du classement des offres.

ARTICLE 21 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu de la personne responsable du marché l'acceptation préalable de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Il doit remettre à la personne responsable du marché, ou lui adresser par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- les conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance ;
- lorsque le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant prévisionnel des sommes à payer ainsi que les modalités de règlement de ces sommes.

Le silence de la personne responsable du marché gardé pendant 20 jours à compter de la réception des documents sus mentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

ARTICLE 22 - ASSURANCES

Si un matériel, un équipement ou un document mis à la disposition du titulaire du marché par le Hcéres est détruit ou endommagé, le titulaire du marché sera tenu de le remplacer, de le remettre en état ou d'en rembourser la valeur d'acquisition ou le montant des frais de reconstitution à neuf à la date du sinistre.

Le titulaire du marché atteste qu'il est titulaire d'une police d'assurance le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, incorporel, immobilier ou mobilier, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution.

Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurance nécessaires à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché, et d'obtenir de ses assureurs qu'ils renoncent à tout recours contre le Hcéres.

Il doit produire, à toute demande du Hcéres, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Les franchises souscrites par le titulaire du marché restent à sa charge exclusive.

ARTICLE 23 - RESILIATION DU MARCHÉ

23.01 Résiliation du marché

Le marché et les bons de commande peuvent être résiliés dans les cas et selon les modalités décrites à chapitre 7 du CCAG-PI.

23.02 Résiliation pour un motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-PI, en cas de résiliation pour un motif d'intérêt général, il ne sera pas versé au titulaire concerné d'indemnité.

23.03 Résiliation pour faute du titulaire.

Si le marché est résilié aux torts du titulaire. La résiliation prend effet à la date de la notification de la décision et ne donne pas lieu au paiement d'une indemnité au profit du titulaire. Conformément à l'article 36 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

Le marché peut être résilié de plein droit par la personne responsable sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre en raison du préjudice subi par elle, de ce fait avec un préavis de 15 jours, dans les cas suivants :

- manquements graves caractérisés du titulaire aux obligations du marché ;
- manquements répétés et incapacité du titulaire à assurer les prestations du marché, notamment par incompétence du personnel et insuffisance des moyens techniques ;
- sous-traitance sans autorisation préalable du Hcéres.

Dans ces cas, la résiliation est notifiée au titulaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception. Le titulaire du marché ne peut prétendre à aucune indemnité et ne pourra exiger du Hcéres, après constatation des faits, que le paiement des sommes restant effectivement dues jusqu'à la date de résiliation.

Tout autre cas de résiliation aux torts du titulaire est prévu par l'article 32 du CCAG-PI. La résiliation est alors précédée d'une mise en demeure qui précise le manquement aux obligations contractuelles, mentionne la sanction envisagée et la date effective de résiliation. En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, l'organisme bénéficiaire exige la remise de toutes les prestations en cours d'exécution dans le cadre de ce marché et la restitution, sans délai, de toutes les pièces fournies par le Hcéres durant l'exécution du marché et dont il est le dépositaire.

De plus, le Hcéres se réserve le droit de passer, aux frais et risques du titulaire, un marché pour l'exécution de tout ou partie des prestations non réalisées dans le cadre du présent marché.

23.04 Résiliation encourue en cas de non-respect par le titulaire de ses obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

S'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, le titulaire est informé qu'il encourt la résiliation de l'accord-cadre dans les conditions suivantes :

Lorsque le Hcéres est informé par les services compétents en matière de lutte contre le travail dissimulé du non-respect par le titulaire des obligations prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5, ces manquements donneront lieu à une mise en demeure de faire cesser sans délai cette situation.

Le titulaire mis en demeure dispose d'un délai de quinze jours pour répondre et devra apporter au Hcéres preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle dans le délai maximum de 2 mois.
A défaut de correction des irrégularités signalées, le Hcéres en informera l'agent auteur du signalement et pourra résilier l'accord-cadre sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

23.05 24.6 - Décompte de résiliation

Il est fait dérogation à l'article 34 du CCAG- PI concernant l'établissement du décompte.
En application de l'article R.2191-23 du code de la Commande Publique applicable aux accords-cadres seules les opérations effectuées par le titulaire qui donnent lieu à versement d'avances ou d'acomptes, à règlement partiel définitif, ou à paiement pour solde, sont constatées par un écrit établi par le Hcéres ou vérifié et accepté par lui.

23.06 24.7 - Effet de la résiliation

Les commandes reçues par le titulaire avant la date d'effet de la résiliation du marché sont honorées, quelles que soient les dates de prestations effectives sauf dans le cas où la résiliation est prononcée en cas de défaut d'exécution des prestations par le titulaire malgré les relances du Hcéres.
La résiliation met fin aux relations contractuelles à compter de la date fixée dans la décision de résiliation, ou bien de la notification de la décision si celle-ci ne précise pas sa date d'effet.
En outre, le pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire réparation des préjudices qu'il a subi du fait de la résiliation.

ARTICLE 24 - LITIGES

24.01 25.1 - Règlement à l'amiable

En cas de différend entre les parties au contrat, les parties au accord-cadre tentent de régler à l'amiable leurs litiges dans les conditions fixées à l'article R.2197-16 du code de la Commande Publique.

24.02 25.2 - Tribunal compétent

En cas de litige, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Paris conformément aux dispositions de l'article R 312 – 11 du code de justice administrative.

Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris cedex 04
Tel : 01.44.59.44.00

ARTICLE 25 - DEROGATIONS AU CCAG-PI

Les articles du présent document valant Acte d'engagement et CCAP qui dérogent aux articles CCAG-TIC sont les suivants :

Articles du CCP	Articles du CCAG PI
<u>8.04</u>	<u>10.1.1</u>
<u>23.01</u>	<u>14</u>
<u>23.02</u>	<u>33</u>